

MISE AU POINT CONCERNANT L'ARTICLE :
« VULGARISATION AGRICOLE ET
TRADITIONS A MADAGASCAR »

G. ALTHABE, Maître de Recherches au Centre O.R.S.T.O.M. de Tananarive, nous a fait observer que des confusions ont pu naître dans l'esprit de quelques personnes à la lecture de l'article de M. GUÉRIN : Vulgarisation agricole et traditions à Madagascar — Les leçons de deux expériences récentes, *Terre Malgache*, n° 2, juin 1967, p. 5-28, au sujet du rôle respectif de la vulgarisation agricole et de l'animation rurale ; G. ALTHABE relève en particulier que la note 32, page 24, dénature sa pensée.

Aussi avons-nous jugé utile, avec l'accord de M. GUERIN, de demander à G. ALTHABE, de reproduire un chapitre de son étude : *Communautés villageoises de la côte orientale malgache*, O.R.S.T.O.M., ronéotypé, 1966, concernant le sujet en cause.

Nos lecteurs trouveront, par la même occasion, un point de vue intéressant sur l'Animation rurale à Madagascar.

J.-C. ROUYEYRAN

O. R. S. T. O. M.

Collection de Référence

n° 12291

27 AOUT 1968

« Nous allons aborder un mode de développement agricole qui apparaît comme étant le plus sérieux, celui de l'Animation rurale. Nous avons pu observer une expérience dans la région de Fénérive (1). L'Animation rurale est l'application de modes d'action mis au point dans d'autres pays, le Sénégal en particulier, et qui ont été introduits à Madagascar à partir de 1961. L'extension a été rapide, et un Commissariat général à l'Animation rurale est venu concrétiser l'importance nationale de cette action.

Son schéma est simple : un Centre d'Animation rurale est ouvert, généralement proche du chef-lieu de préfecture ou de sous-préfecture. L'équipe dirigeant ce Centre est composée d'un directeur et de deux adjoints. On rassemble dans ce Centre une quarantaine de villageois au cours d'un stage dit « de premier degré » ; ils sont nourris et logés d'une manière systématiquement modeste, de façon à ce qu'il n'y ait pas une coupure avec le village. Théoriquement, ces stagiaires sont désignés par les « fokonolona », terme vague, pour dire qu'ils sont choisis par le peuple. Les animateurs du Centre n'interviennent pas dans le choix ; aussi est-il le résultat de contradictions variées, depuis la pression des fonctionnaires locaux qui désignent les gens leur convenant jusqu'à l'assemblée des Anciens du village, qui décident du ou des stagiaires du village.

Quoiqu'il en soit, ces stagiaires sont réunis pendant quinze jours ; ils repartiront au village durant un mois, et reviendront pour un second stage. Le contenu des stages est variable ; le principe repose sur deux éléments :

— une explication simple des rouages économiques, administratifs et politiques du pays, de manière à faire prendre conscience aux stagiaires de la structure étatique, économique et de la place de Madagascar dans le monde ;

— un contact direct entre les fonctionnaires responsables et les stagiaires (justification de l'emplacement du stage au chef-lieu administratif) ; le fonctionnaire (préfet, technicien agricole, voire commissaire de police) fait un exposé sur son service et sur son action, et il répond aux questions. Le soir, l'équipe d'animation fait des réunions pour contrôler l'assimilation de ce qui a été appris, et pour approfondir la connaissance.

En fin de stage, il y a une fête générale à laquelle assistent les autorités locales, et qui consiste en une série de scènes mimées sur la vie sociale ; généralement, il s'agit d'une critique indirecte des fonctionnaires.

La stage de deuxième degré sera essentiellement technique ; on apprendra aux stagiaires à concrétiser les éléments du développement

(1) Côte Est de Madagascar

rural : mise en culture des rizières, introduction de la charrue, rationalisation de l'élevage, etc... Toute cette pédagogie est adaptée à la région et s'inscrit dans le cadre du développement régional. Les stagiaires ont pour rôle de répercuter ce qu'ils ont appris sur l'ensemble des villages, par des conférences et par l'exemple de leur propre activité ; les promoteurs de l'animation essaient de les organiser localement ; ils se réunissent, confrontent leurs expériences respectives. Ils conservent d'étroits rapports avec l'équipe permanente d'animation, et des *stages d'entretien* sont prévus.

Nous ne pouvons juger les résultats de cette action, de par sa nouveauté, et aussi, de par le climat passionnel dont ses promoteurs européens l'entourent. L'opération de Fénérive s'est fort mal terminée ; elle a été close avec l'incarcération, par le Préfet, du Directeur du Centre.

On a pu observer deux faits principaux :

- les stagiaires n'ont été réceptifs qu'aux analyses objectives de la situation administrative et politique, et pas du tout aux aspects techniques de leur apprentissage ;
- rentrés chez eux, ils se sont présentés en pouvoir concurrent à celui des agents administratifs locaux, et, au niveau préfectoral, l'équipe d'animation apparaissait comme concurrente du Préfet. Nous avons là la même structure que celle du parti oppositionnel.

Nous pouvons replacer cette action dans l'ensemble ; sa traduction s'inscrit dans le possible de cet univers : les villageois stagiaires ont voulu jouer le rôle d'intermédiaire plus efficace auprès des fonctionnaires (les agents de l'animation) qui se présentaient comme liés directement à Tananarive, court-circuitant les fonctionnaires locaux. Nous voyons que nous sommes plongés dans la logique de cette structure, et dans la logique de ce pouvoir.

Quant à la pédagogie technique inscrite dans l'action d'animation, elle est vouée au même sort que la pédagogie des agents du service d'agriculture. Ce n'est pas parce que le stagiaire est un villageois, et qu'il est censé être l'agent de transmission de cette connaissance technique, que ces gens sont plongés dans une objectivité économique qui peut devenir un cadre du dialogue pédagogique. Il est symptomatique que les stagiaires aient assimilé les analyses objectives de l'Administration, et qu'ils se soient servis de ces analyses pour mettre en question le pouvoir personnel des agents locaux, alors que tout l'aspect technique de leur formation n'a provoqué qu'un intérêt limité ».

G. ALTHABE.

ALTHABE (G.)

2/2

Sec



JANVIER 1968

**TERRE
MALGACHE**



**tany
MALAGASY**

IZAY ADALA NO TOA AN-DRAINY
L'ENSENCE QUI NE FAIT PAS MIEUX QUE SON PERE

**UNIVERSITÉ DE MADAGASCAR
ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE AGRONOMIQUE**

12291